



ARRÊTÉ

portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
GAEC de KERBORIOU à Plestin-les-Grèves

Le préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** la directive européenne 2010/75/UE du Parlement Européen et du Conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** la décision d'exécution 2017/302 de la commission européenne du 15 février 2017 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du conseil pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs ;
- Vu** le code de l'environnement et ses annexes ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- Vu** le décret n° 2015-1200 du 29 septembre 2015 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** le décret du 30 mars 2022 portant nomination de M. Stéphane ROUVÉ, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** le décret du 23 juin 2022 portant nomination de M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 modifié établissant le sixième programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant dans le département des Côtes-d'Armor les dispositions applicables pour la réalisation et l'exploitation des ouvrages de captage d'eau souterraine ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 novembre 2022 portant délégation de signature à M. David COCHU, Secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** la demande présentée le 23 décembre 2021 et complétée le 4 octobre 2022 par le GAEC de KERBORIOU, dont le siège social est situé au lieu « Kerboriou », à Plestin-Les-Grèves en vue d'effectuer :

- l'extension de l'élevage avicole qui comprendra après projet un nouvel effectif maximal de 181 300 emplacements avec la construction de deux poulaillers ;
- Vu** la saisine de l'autorité environnementale le 4 juillet 2022 ;
- Vu** la saisine de la direction départementale des territoires et de la mer le 4 février 2022 ;
- Vu** la saisine de l'agence régionale de la santé le 20 janvier 2022 ;
- Vu** la consultation des conseils municipaux de Plestin-Les-Grèves, Trémel, Plufur et Plouégat-Guérand (29) ;
- Vu** le rapport de recevabilité de l'inspecteur de l'environnement du 4 mai 2022 pour la mise en enquête publique du dossier ;
- Vu** l'enquête publique qui s'est déroulée du 26 septembre 2022 au 26 octobre 2022 et le registre d'enquête tenu à disposition du public à la mairie de Plestin-les-Grèves pendant toute la durée de l'enquête pour y porter ses observations ;
- Vu** le résultat de l'enquête publique et notamment les conclusions favorables du commissaire enquêteur ;
- Vu** le rapport de présentation au Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (CODERST) de l'inspecteur de l'environnement du 5 janvier 2023 ;
- Vu** l'avis émis par le Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 janvier 2023 ;

Considérant que la demande présentée répond aux normes en vigueur visées par le Code de l'environnement ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté et par l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 susvisé, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que l'élevage est déclaré au titre des ICPE ;

Considérant que la demande consiste en l'augmentation du nombre d'emplacements pour un nombre d'emplacements final de 181 300 en production de coquelets, le passage en multi-production volaille et la construction de deux nouveaux poulaillers P3 (1600m²) et P4 (1800m²) ;

Considérant que le projet est compatible avec les schémas et programmes ;

Considérant que le forage est dûment autorisé ;

Considérant que les capacités de stockage sont réglementaires ;

Considérant que les indicateurs azotés et phosphorés répondent aux exigences réglementaires sur le plan d'épandage du pétitionnaire ;

Considérant que sur quatre communes , deux ont émis un avis favorable, deux sont sans avis ;

Considérant que sept observations ont été inscrites au registre d'enquête ;

Considérant que le commissaire enquêteur émet un avis favorable ;

Considérant que le dossier présenté est la réponse à la mise en demeure du 30 septembre 2021, la mise en demeure est donc levée ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1. - Le GAEC de KERBORIOU, ci-après dénommé l'exploitant, domicilié au lieu-dit «Kerboriou» sur la commune de Plestin-les-Grèves, est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse, à moins de 100 mètres du tiers le plus proche, un élevage de volailles dont la capacité maximale est de 181 300 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 23 333 uN/an et la quantité de phosphore à 19863 uP₂O₅/an

1.2. - Emplacements par espèces

Espèces en production unique	Emplacements	Nombre d'animaux / an
Poulets légers	147 000	1029000
Poulets standards	117 600	764 400
Poulets lourds	107 800	598 290
coquelets	181 300	1 450 400
Pintades	83 300	316 540
Dindes médium	36 750	86 362
Dindes lourdes	34 300	75 460

Article 2 : Nature des installations

2.1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Elevage intensif	Elevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	181300	Emplacements

A : (autorisation) ; E (enregistrement) ; DC (déclaration en contrôle périodique) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

2.2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
Plestin -les -Grèves	Avicole	ZT	11
			15
			28

2.3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes , objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le(s) dossier(s) déposé(s) par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les

dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 3 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles

3.1. - Conduite d'élevage

Les modalités d'élevage suivantes sont appliquées :

Bâtiment	Surface (m ²)	Mode d'élevage	Nature des effluents produits
P1	1900	Sol claustration	Litière
P3	1600	Sol claustration	Litière
P4	1800	Sol claustration	Litière

Article 4 : Respect des meilleures techniques disponibles

Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale qui s'appliquent à l'exploitation sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite « IED »	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Élevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Décision d'exécution (UE) 2017/302 de la Commission du 15 février 2017, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD), au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs

« L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau. »

Article 5 : Prescription sur le transfert des déjections

5.1. - Une convention est établie avec une société prestataire de service qui assure la reprise de 680 tonnes de fumier brut de volaille correspondant à 16 190 UN et 14 662 UP2O5. Les fumiers bruts repris seront dirigés vers des installations dûment autorisées à les recevoir, à les transformer puis à les commercialiser.

5.2. - Traçabilité des produits

L'exploitant tient à jour un registre détaillant, pour chaque enlèvement de fumier brut, les informations suivantes :

- date de l'enlèvement ;
- nom, adresse et coordonnées du destinataire ;
- quantité de fumier en tonnes ;
- nom du transporteur.

Les informations détaillées ci-dessus peuvent également être communiquées à l'exploitant, sous sa responsabilité, par la société prestataire de service.

Le registre tenu par l'exploitant doit être en permanence consultable par les inspecteurs de l'environnement spécialité installation classée pour la protection de l'environnement.

Article 6 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages

6.1. - L'exploitant est autorisé à prélever par forage prévu sur la parcelle ZT 28, un volume annuel brut de : 5 133 m³. L'eau prélevée est destinée à titre principal à l'abreuvement des animaux et nettoyage des bâtiments.

Ce forage doit par ailleurs, répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2021 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête du forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage ;
- un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé ;
- un registre d'enregistrement des prélèvements doit être tenu. Les volumes prélevés y seront enregistrés à minima deux fois /an au 1^{er} avril et au 31 octobre ;
- un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public, sauf si un dispositif de séparation physique entre les deux réseaux existe.

Le suivi de la qualité des eaux prévu par l'arrêté du 15 avril 2021 doit être réalisé notamment en zone côtière et pour les forages concernés par une dérogation de distance, pour l'ensemble des paramètres définis.

6.2. - L'abandon du forage situé sur la parcelle ZT 15 implique le comblement de ce dernier par des techniques appropriées définies par l'arrêté du 15 avril 2021 permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 7 : Prescriptions particulières relatives à la sécurité

7.1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

7.2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

7.3.- Au plus tard dès son installation, l'exploitant informe le SDIS et la mairie de l'implantation de la défense externe contre l'incendie mise en place dans son exploitation, sauf lorsque celle-ci est constituée par un poteau incendie réglementaire.

7.4. - L'installation classée dispose d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 60 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et en toutes circonstances.

La défense externe contre l'incendie doit être installée avant la mise en œuvre du projet.

Article 8 : Intégration paysagère

Un écran de verdure constitué d'espèces locales, suffisamment haut et dense pour isoler les bâtiments des habitations et installations voisines sera mis en place aux abords de l'installation.

Les plantations interviendront au plus tard dans un délai d'un an après la mise en service de ce bâtiment.

Les plantations existantes et en projet seront entretenues et taillées en vue d'assurer l'objectif recherché d'insertion paysagère. Toute plantation, morte, arrachée, abattue ou dont la végétation n'est pas suffisamment dense sera remplacée.

Article 9 : Mesures compensatoires-protection cours d'eau à distance réglementaire

Dans le cadre de la protection du cours d'eau situé à 35 mètres au Sud du bâtiment existant et des deux bâtiments projet, un talus de rétention végétalisé de 147 mètres linéaire sera mis en œuvre dans un délai maximum de 6 mois.

Article 10 : Bâtiment désaffecté

L'arrêt de l'atelier laitier de 80 vaches laitières et sa suite sur le site «Kerboriou» à Plestin-les-Grèves doit être effectif dès que le projet d'extension est réalisé sur le site «Kerboriou» à Plestin-les-Grèves.

Dans un délai maximal de trois mois après l'arrêt de l'atelier concerné :

- les bâtiments doivent être désaffectés, maintenus en bon état et sécurisés ;
- et l'exploitant doit remettre en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger. En particulier :
 - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
 - les éventuelles cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon, et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles sont rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte.

Article 11 : Autres dispositions

L'arrêté préfectoral du 4 janvier 1993 est abrogé.

Article 12 : Dispositions communes

La présente autorisation, accordée sous réserve de droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cesse d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans un délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de trois années consécutives.

Toute transformation de l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit faire l'objet d'une nouvelle demande.

Tout changement d'exploitant doit faire l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suit la prise de possession.

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui sont de nature à porter atteinte à son environnement.

Il doit en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le code du travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

Article 13 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Plestin-les-Grèves pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Plestin-les-Grèves pendant minimum un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture 4 mois minimum.

Article 14 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

1. dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
2. dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

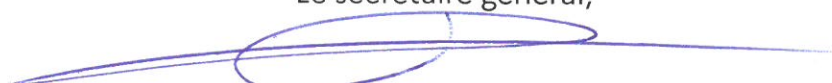
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « télérecours citoyens » accessible par le site : www.telerecours.fr

Article 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Côtes-d'Armor, le sous-préfet de Lannion, le maire de Plestin-les-Grèves et le directeur départemental de la protection des populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi que pour information aux maires de Trémel, Plufur et Plouégat-Guérand (29) .

Saint-Brieuc, le **- 1 FEV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



David COCHU